



3 décembre 2009

Grèves, manifestations des employés des banques.
Salariés, épargnants, citoyens: tous concernés!

L'EXIGENCE DE RENATIONALISER LES BANQUES

Le 24 novembre, le même jour que les postiers et les enseignants, les employés de plusieurs grandes banques étaient appelés à la grève par leurs organisations syndicales, principalement pour les salaires.

A la Société Générale, la direction admet 8,5% de grévistes correspondant à 20% selon les syndicats. 10 à 20% chez HSBC (la banque de Hong Kong qui a avalé le CCF après sa privatisation). Au Crédit Lyonnais aussi (LCL), 700 salariés, délégués de toute la France, se sont rassemblés le 2 décembre devant le siège de l'entreprise. Dans le climat de pression sociale qui règne dans ces entreprises, ces mobilisations traduisent un mouvement profond, inédit depuis des années.

Les manifestations devant les sièges de la Défense et des Champs-Élysées ont pris une haute signification. Les « dérives » du secteur bancaire ont été l'instrument et le symbole de la « crise » du capitalisme depuis 2 ans, du détournement de milliards d'euros issus du travail vers la finance.

Les employés de banque sont les premiers pressurés par ce système qui récompense à coups de dizaines de millions d'euros ses meilleurs « traders » mais écrasent leurs salaires et leurs conditions de travail.

Les clients de la banque de détail, notamment les salariés, les retraités sont ponctionnés toujours plus systématiquement.

Les activités productives en France vers lesquelles devraient se diriger le crédit sont laissées à bout de souffle.

Et le gouvernement, qui a montré qu'il détenait toutes manettes de contrôle, a utilisé la crise pour renflouer les voleurs de la finance aux frais de la collectivité et aux dépens du pays.

Que nous soyons salariés, clients-usagers des banques, citoyens, il est temps de dire « stop ». Assez ! L'activité bancaire est une activité économique essentielle au pays : elle doit être entièrement placée sous le contrôle de la Nation, nationalisée !

LES SALARIÉS TAILLABLES À MERCI ? 0,7% D'AUGMENTATION EN 2010 À LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE! (0% D'AUGMENTATION GÉNÉRALE À LCL !)

Les patrons de la Société générale font de la provocation sans le savoir. Contrits, ils concèderaient 0,7% d'augmentation des salaires en 2012 aux 60.000 salariés du groupe en France, 10 à 20 euros par mois.

Dans le même temps, ils ont distribué, ils se sont distribués 268 millions d'euros de « bonus » pour 2008 et déjà 165 millions au titre de 2009. La seule récompense du meilleur « trader », 10,75 millions d'euros représente 180 euros par an et par salarié.

Dans le même temps encore, les profits enregistrés, toujours positifs même au cœur de l'affaire Kerviel, atteignent de nouveau les 450 millions d'euros par trimestre. Pour 2008, malgré la crise, les dividendes par action ont été augmentés de 33%.

Dans le même temps toujours, la direction de la Société générale entend alourdir de 25 à 50% le nombre de clients dont les agents devront s'occuper dans leur « portefeuille » et menace de supprimer des emplois au nom de l'automatisation des tâches. La colère et l'exaspération des employés de la SG sont complètement justifiées !

LES CLIENTS TONDABLES À L'INFINI ? USAGERS SOLIDAIRES PARCE QU'AYANT LES MÊMES INTÉRÊTS!

Les crédits aux entreprises se sont encore contractés de 1,6% en octobre selon la Banque de France. « Aider les banques pour qu'elles financent l'économie » prétend le gouvernement: c'est le contraire qui se passe!

396,9 millions d'euros partis en fumée en Afghanistan!

C'est le coût en 2009 pour la collectivité de l'intervention de la France dans la guerre en Afghanistan derrière l'OTAN et les USA! Encore plus en 2010? 400 millions d'euros, c'est l'équivalent de 20.000

Hôpitaux: alerte!

6000 suppressions d'emplois sont annoncées rien qu'à l'Assistance publique—Hôpitaux de Paris.

Le démantèlement de l'offre publique de santé continue, à cause des coupes budgétaires correspondant aux cadeaux au patronat et dans l'intérêt du secteur privé lucratif.

Quelques chiffres:

- Le « déficit » fabriqué des hôpitaux pour 2008: 800 millions d'euros.
- Le gaspillage de la moitié, au moins des vaccins commandés à l'industrie pharmaceutique contre la grippe H1N1: 700 millions d'euros de préjudice à l'assurance maladie pour 2009.
- Le coût pour la collectivité de la baisse de la TVA sur la restauration: 2,4 milliards d'euros par an!

La Société générale (idem pour LCL) caracole en tête **du Palmarès des banques infligeant les plus hauts tarifs bancaires à ses clients particuliers, ou professionnels.**

Une récente enquête comparative (septembre 2009) a montré que **les banques de détail en France facturent en moyenne 154 euros de frais par client et par an contre 58 euros en Belgique**, pays, à ce l'on sache, tout aussi développé. Et encore, il s'agit de moyenne, les banques ayant trouvé dans les familles de salariés aux revenus modestes, ayant recours au découvert, une source de profits aux confins de l'usure.

Pour la Société générale et ses actionnaires, la banque de détail représente une rente de 1,3 milliard d'euros de profits assurés par an. Et c'est plus ou moins pareil dans les autres banques. Cela ne peut plus durer !

PLACER L'ÉTAT DEVANT SES RESPONSABILITÉS

Le gouvernement, au prétexte de la crise, a injecté vers les banques très facilement les milliards d'euros qu'il refuse aux dépenses sociales et économiques utiles.

La Société générale, par exemple, a bénéficié de 4 milliards d'euros de prêts qui lui ont permis de faire faire à ses actionnaires une impressionnante culbute avec l'augmentation du cours de l'action en bourse de 17 à 54 euros en quelques mois de 2009! **Les grands financiers qui ont touché des stock-options sont gavés !**

Le gouvernement, au nom de l'Etat, n'est pas uniquement capable de renflouer les banques à nos frais. Il a montré qu'il avait une influence déterminante sur tout le secteur mais qu'il l'utilise contre le pays.

Aujourd'hui, il est question de rapprocher de la Société générale le groupe Dexia, issu de la privatisation du Crédit local de France et qui a fait l'objet de 3 milliards d'injection directe d'argent public tout en continuant à rançonner les collectivités locales.

Les gouvernements successifs sont aussi à l'origine du naufrage de Natixis, issu entre autres du démantèlement d'un tiers de la Caisse des dépôts. Le gouvernement actuel s'en sert aujourd'hui pour fusionner les Caisses d'épargne et les Banques populaires en menaçant des dizaines de milliers d'emplois et en éloignant encore davantage ces institutions de leurs vocations mutualistes et de protection de l'épargne populaire.

LE SECTEUR FINANCIER DOIT ÊTRE DIRECTEMENT SOUS LE CONTRÔLE DÉMOCRATIQUE DE LA NATION.

En renflouant les banques, le gouvernement a fait bien attention de ne pas rentrer directement dans le capital. La bataille pour le contrôle public national du secteur financier et la renationalisation des banques n'en est que plus prioritaire.

La défense du caractère public de la Banque postale, seule banque qui ait échappé à la crise financière, l'action pour sa réintégration dans l'Etablissement public de La Poste, le mouvement contre la privatisation de La Poste en général font partie de la mobilisation nécessaire, dans l'intérêt de l'ensemble des salariés du secteur bancaire, de l'ensemble des usagers, du pays.

Société générale, Crédit Lyonnais, BCPE, HSBC, avec La Poste, etc : salariés, clients tous ensemble !

Adhères au PCF ! Faites le choix de la lutte !

NOM:.....Prénom.....
Adresse:.....
Téléphone/Courrier électronique:.....

RENOYER A PCF 15ème, 130 rue Castagnary, 75015 PARIS, Tél: 01 48 28 60 05; pcf15@wanadoo.fr

<http://pcf-paris15.over-blog.com/>